



Au revoir G20, bonjour BRICS +

Le sommet du G20, de moins en moins pertinent, s'est conclu sur des signes évidents que les BRICS+ seront la voie à suivre pour la coopération du Sud global.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 21 novembre 2022

[The Cradle](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Asie](#),
[États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

La qualité rédemptrice d'un G20 tendu qui s'est tenu à Bali – géré par ailleurs par la gracieuseté louable de l'Indonésie – a été de définir clairement de quel côté soufflent les vents géopolitiques.

Cela s'est traduit par les deux temps forts du sommet : la très attendue rencontre présidentielle entre la Chine et les États-Unis, qui représente la relation bilatérale la plus importante du XXIe siècle, et la déclaration finale du G20.

La rencontre en tête-à-tête de 3 heures et 30 minutes entre le président chinois Xi Jinping et son homologue américain Joe Biden – demandée par la Maison-Blanche – a eu lieu à la résidence de la délégation chinoise à Bali, et non sur le site du G20, le luxueux Apurva Kempinski à Nusa Dua.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a exposé de manière concise ce qui était vraiment important. Plus précisément, Xi a dit à Biden que l'indépendance de Taïwan était tout simplement hors de question. Xi a également exprimé l'espoir que l'OTAN, l'UE et les États-Unis s'engagent dans un « dialogue global » avec la Russie. Au lieu de la confrontation, le président chinois a choisi de mettre en avant les couches d'intérêt commun et la coopération.

Biden, selon les Chinois, a fait plusieurs remarques. Les États-Unis ne cherchent pas une nouvelle guerre froide, ne soutiennent pas « l'indépendance de Taïwan », ne sont pas favorables à « deux Chine » ou « une Chine, un Taïwan », ne cherchent pas à se « découpler » de la Chine et ne veulent pas contenir Pékin.

Toutefois, le bilan récent montre que Xi a peu de raisons de croire Biden sur parole.

La [déclaration finale du G20](#) est encore plus floue : c'est le résultat d'un compromis ardu.

Alors que le G20 se décrit lui-même comme « le premier forum pour la coopération économique mondiale », engagé à « relever les principaux défis économiques mondiaux », le G7 à l'intérieur du G20 à Bali a vu le sommet de facto détourné par la guerre. La « guerre » est presque deux fois plus mentionnée dans la déclaration que la « nourriture », après tout.

L'Occident collectif, incluant l'État vassal japonais, était déterminé à inclure la guerre en Ukraine et ses « impacts économiques » – notamment la crise alimentaire et énergétique – dans la déclaration. Sans pour autant offrir ne serait-ce qu'une ombre de contexte, lié à l'expansion de l'OTAN. Ce qui importait, c'était de blâmer la Russie – pour tout.

L'effet Sud global

Il appartenait à l'Indonésie, hôte du G20 cette année, et à l'Inde, prochain hôte, de faire preuve de la politesse et de la recherche du consensus propres à l'Asie. Jakarta et New Delhi ont travaillé d'arrache-pied pour trouver une formulation qui soit acceptable à la fois pour Moscou et pour Pékin. Appelez cela [l'effet Sud global](#).

Pourtant, la Chine souhaitait que des modifications soient apportées au texte. Les États occidentaux s'y sont opposés, tandis que la Russie n'a pas examiné la formulation de dernière minute, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov étant déjà parti.

Au point 3 sur 52, la déclaration *« exprime son plus profond regret face à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et exige le retrait complet et inconditionnel des forces armées du territoire de l'Ukraine »*.

« L'agression russe » est le mantra standard de l'OTAN - qui n'est pas partagé par la quasi-totalité du Sud global.

La déclaration établit une corrélation directe entre la guerre et une *« aggravation des problèmes urgents de l'économie mondiale - ralentissement de la croissance économique, hausse de l'inflation, perturbation des chaînes d'approvisionnement, détérioration de la sécurité énergétique et alimentaire, risques accrus pour la stabilité financière »*.

Quant à ce passage, il ne pourrait pas être plus évident : *« L'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires est inadmissible. La résolution pacifique des conflits, les efforts pour faire face aux crises, ainsi que la diplomatie et le dialogue, sont essentiels. L'ère d'aujourd'hui ne doit pas être celle de la guerre »*.

C'est ironique étant donné que l'OTAN et son département de relations publiques, l'UE, « représentée » par les eurocrates non élus de la Commission européenne, ne font pas de « diplomatie et de dialogue ».

Fixés sur la guerre

Au lieu de cela, les États-Unis, qui contrôlent l'OTAN, ont armé l'Ukraine, depuis mars, pour un montant énorme de 91,3 milliards de dollars, incluant la dernière demande présidentielle, ce mois-ci, de [37,7 milliards de dollars](#). Cela représente 33% de plus que les dépenses militaires *totales* de la Russie pour 2022.

Une preuve supplémentaire que le sommet de Bali a été détourné par la « guerre » a été fournie par la réunion d'urgence, convoquée par les États-Unis, pour débattre de ce qui s'est [avéré](#) être un missile S-300 ukrainien tombé sur une ferme polonaise, et non le [début de la Troisième Guerre mondiale](#) comme certains tabloïds l'ont hystériquement suggéré.

Fait révélateur, aucun représentant des pays du Sud n'était présent à la réunion, la seule nation asiatique étant le vassal japonais, qui fait partie du G7.

Pour compliquer le tableau, le sinistre maître de Davos, Klaus Schwab, s'est une fois de plus fait passer pour un méchant de James Bond au [forum des entreprises du B20](#), vendant son programme de « Grande Réinitialisation » consistant à « reconstruire le monde » par le biais de pandémies, de famines, du changement climatique, de cyberattaques et, bien sûr, de guerres.

Comme si cela n'était pas assez inquiétant, Davos et son Forum économique mondial ordonnent maintenant à l'Afrique - totalement exclue du G20 - de payer [2800 milliards de dollars](#) pour « remplir ses obligations » dans le cadre de l'accord de Paris visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La disparition du G20 tel que nous le connaissons

La grave fracture entre le Nord global et le Sud global, si évidente à Bali, avait déjà été suggérée à Phnom Penh, alors que le Cambodge accueillait le sommet de l'Asie de l'Est le week-end dernier.

Les dix membres de l'ANASE avaient clairement fait savoir qu'ils n'étaient pas disposés à suivre les États-Unis et le G7 dans leur diabolisation collective de la Russie et, à bien des égards, de la Chine.

Les Asiatiques du Sud-Est ne sont pas non plus vraiment enthousiasmés par l'IPEF (Indo-Pacific Economic Framework) conçu par les États-Unis, qui ne sera d'aucune utilité pour ralentir les échanges commerciaux et la connectivité de la Chine à travers l'Asie du Sud-Est.

Et ce n'est pas tout. Celui qui se décrit comme le « leader du monde libre » [évite](#) le très important sommet de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) qui se tiendra à Bangkok à la fin de cette semaine.

Pour les cultures asiatiques très sensibles et sophistiquées, cela est perçu comme un affront. L'APEC, créée dans les années 1990 pour promouvoir le commerce entre les pays du Pacifique, est une affaire sérieuse pour l'Asie-Pacifique, et non une militarisation américanisée de « l'Indo-Pacifique ».

Cette rebuffade fait suite à la dernière gaffe de Biden, qui s'est [adressé](#) par erreur au Cambodgien Hun Sen en l'appelant « Premier ministre de Colombie » lors du sommet de Phnom Penh.

La queue pour rejoindre les BRICS

On peut affirmer sans risque de se tromper que le G20 s'est peut-être engagé sur la voie irrémédiable de l'insignifiance. Avant même la vague actuelle de sommets en Asie du Sud-Est - à Phnom Penh, Bali et Bangkok -, Lavrov avait déjà annoncé la suite des événements lorsqu'il a indiqué que « plus d'une douzaine de pays » avaient demandé à rejoindre les [BRICS](#) (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

L'Iran, l'Argentine et l'Algérie ont officiellement posé leur candidature : L'Iran, aux côtés de la Russie, de l'Inde et de la Chine, fait déjà partie du [Quad eurasiatique qui compte vraiment](#).

La Turquie, [l'Arabie saoudite](#), l'Égypte et l'Afghanistan sont extrêmement intéressés à devenir membres. L'Indonésie vient de poser sa candidature, à Bali. Et puis il y a la prochaine vague : Le Kazakhstan, les EAU, la Thaïlande (qui pourrait poser sa candidature ce week-end à Bangkok), le Nigeria, le Sénégal et le Nicaragua.

Il est essentiel de noter que tous ces pays ont envoyé leurs ministres des finances à un dialogue sur l'expansion des BRICS en mai. Une [évaluation brève mais sérieuse](#) des candidats révèle une étonnante unité dans la diversité.

Lavrov lui-même a noté qu'il faudra du temps aux cinq BRICS actuels pour analyser les immenses implications géopolitiques et géoéconomiques d'une expansion au point d'atteindre virtuellement la taille du G20 - et sans l'Occident collectif.

Ce qui unit avant tout les candidats, c'est la possession de ressources naturelles massives : pétrole et gaz, métaux précieux, terres rares, minéraux rares, charbon, énergie solaire, bois, terres agricoles, pêche et eau douce. C'est l'impératif lorsqu'il s'agit de concevoir une nouvelle monnaie de réserve basée sur les ressources naturelles pour contourner le dollar américain.

Supposons qu'il faille attendre jusqu'en 2025 pour que cette nouvelle configuration BRICS+ soit opérationnelle. Cela représenterait environ 45% des réserves mondiales confirmées de pétrole et plus de 60% des réserves mondiales confirmées de gaz (et ce chiffre augmentera si la république gazière du Turkménistan rejoint le groupe).

Le PIB combiné - en chiffres d'aujourd'hui - s'élèverait à environ 29 350 milliards de dollars, soit beaucoup plus que celui des États-Unis (23 000 milliards de dollars) et au moins le double de celui de l'UE (14 500 milliards de dollars, en baisse).

À l'heure actuelle, les BRICS représentent 40% de la population mondiale et 25% du PIB. Les BRICS+ regrouperaient 4,257 milliards de personnes, soit plus de 50% de la population mondiale totale actuelle.

La BRI englobe les BRICS+

Les BRICS+ s'efforceront de s'interconnecter avec un dédale d'institutions : les plus importantes sont l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui compte elle-même une liste d'acteurs désireux de devenir membres à part entière ; l'OPEP+ stratégique, dirigée de facto par la Russie et l'Arabie saoudite ; et l'Initiative Ceinture et Route (BRI), le cadre général de la politique commerciale et étrangère de la Chine pour le XXI^e siècle. Il convient de souligner que tous les acteurs asiatiques importants ont rejoint la BRI.

Ensuite, il y a les liens étroits des BRICS avec une pléthore de blocs commerciaux régionaux : l'ANASE, le Mercosur, le CCG (Conseil de coopération du Golfe), l'Union économique eurasiennne (UEE), la zone commerciale arabe, la zone de libre-échange continentale africaine, l'ALBA, l'ASACR, et enfin le Partenariat économique global régional (RCEP), le plus grand accord commercial de la planète, qui inclut une majorité de partenaires de la BRI.

Les BRICS+ et la BRI se rejoignent partout où l'on regarde - de l'Asie occidentale et de l'Asie centrale aux Asiatiques du Sud-Est (en particulier l'Indonésie et la Thaïlande). L'effet multiplicateur sera déterminant, car les membres de la BRI attireront inévitablement davantage de candidats pour les BRICS+.

Cela conduira inévitablement à une deuxième vague de candidats aux BRICS+, dont, très certainement, l'Azerbaïdjan, la Mongolie, trois autres pays d'Asie centrale (Ouzbékistan, Tadjikistan et la république gazière du Turkménistan), le Pakistan, le Vietnam et le Sri Lanka, et, en Amérique latine, un contingent important composé du Chili, de Cuba, de l'Équateur, du Pérou, de l'Uruguay, de la Bolivie et du Venezuela.

Dans le même temps, le rôle de la Nouvelle banque de développement (NDB) des BRICS et de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) dirigée par la Chine sera renforcé, afin de coordonner les prêts pour les infrastructures dans tous les domaines,

car les BRICS+ éviteront de plus en plus les diktats imposés par le FMI et la Banque mondiale dominés par les États-Unis.

Tout ce qui précède ne fait qu'esquisser l'ampleur et la profondeur des réalignements géopolitiques et géoéconomiques à venir, qui affecteront chaque recoin des réseaux mondiaux de commerce et d'approvisionnement. L'obsession du G7 d'isoler et/ou de contenir les principaux acteurs eurasiens se retourne contre lui-même dans le cadre du G20. En fin de compte, c'est le G7 qui pourrait être isolé par la force irrésistible des BRICS+.

Pepe Escobar

source : [The Cradle](#)

Traduction : Réseau International

La source originale de cet article est [The Cradle](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [The Cradle](#), 2022

Articles Par : **[Pepe Escobar](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca